

LA REVOLUTION DE 1848 EN FRANCE & LA SECONDE REPUBLIQUE 1848-1852

- ❖ Rappel des grandes phases de la vie politiques en France depuis le début du XIX^{ème} siècle
 - Le Consulat et l'Empire
 - La restauration
 - La révolution de 1830
 - La monarchie de Juillet

- ❖ Le contexte de la France des années 46-47
 - ➔ Les dernières années de la Monarchie de Juillet se déroulent dans un contexte favorable à des mouvements révolutionnaires
 - ⇒ Crise économique et sociale
 - ⇒ Crise politique
 - Renversement de la politique étrangère de Guizot
 - Louis-Philippe de plus en plus autoritaire en vieillissant
 - Discrédit des classes dirigeantes et notamment de la chambre des Pairs ou éclatent plusieurs scandales
 - ➔ La campagne des banquets et l'effondrement du régime
 - ⇒ Aux yeux de tous, la racine du mal se trouve dans l'étroitesse du pays légal aussi le problème de la réforme électorale domine-t-il la vie politique française
 - ⇒ Banquets depuis le 9 Juillet 1847 pour tourner les limites apportées à la liberté de réunion (mais cotisations élevées pour que le peuple ne puisse pas y venir : les banquets sont réservés à la bourgeoisie)
 - ⇒ Le gouvernement interdit par deux fois le banquet de clôture de la campagne, projeté pour le 22 Février à Paris.

- ❖ Un contexte européen porteur
 - ⇒ La révolution de 1848 en France ne doit pas être dissociée d'un vaste mouvement de révolutions romantiques et démocratiques qui affecte toute l'Europe : la révolution française n'est pas un phénomène isolé.
 - ⇒ Partout en Europe s'affrontent les forces conservatrices du parti de l'ordre, et les forces progressistes appelées forces du mouvement, qu'elles soient libérales, radicales ou nationales dans les pays où cette préoccupation est importante, qu'elle tende à l'unité (Italie, Allemagne), ou bien à l'éclatement (empire d'Autriche)

I. LA REVOLUTION DE FÉVRIER ET L'ERE DES BONS SENTIMENTS : FÉVRIER-FIN MARS 1848

Qu'une révolution fut possible les observateurs en étaient d'accord, qu'elle fut souhaitable, les militants des Sociétés secrètes le jugeaient ainsi, mais qu'elle fût imminente, personne n'y songeait !

La révolution de Février est faite essentiellement par la classe ouvrière parisienne encadrée par les militants des sociétés secrètes, mais il y a absence de préméditation révolutionnaire.

A. LES JOURNEES DE FEVRIER

1°) La journée du 22 Février.

Le gouvernement s'attend à ce que l'ordre soit troublé ; il peut compter sur l'enceinte et les forts de 1841, 37000 hommes de troupe et les 3200 hommes du préfet de police

a) Le 22 au matin les rues s'animent

- ⇒ Les ouvriers se rassemblent et discutent
- ⇒ Une foule s'ébranle vers le Palais-Bourbon porter une pétition que la chambre rejette ; le peuple afflue sur la rive droite.
- ⇒ La garde municipale disperse la foule place de la Concorde : 2 morts.
- ⇒ Les manifestants repartent dans les faubourgs piller les armureries ; dans la soirée des postes de police isolés sont attaqués.

b) la mise en place d'un dispositif de répression

- ⇒ Elle débute le soir venu.
- ⇒ Dans la nuit la répression s'amorce
 - Liste de 150 personnes à arrêter
 - Renforts de l'armée arrivent par chemin de fer
 - La troupe bivouaque place de la Concorde sous la pluie

2°) Le 23 Février

a) L'insurrection commence au matin

- ⇒ Recherche de fraternisation avec les soldats
- ⇒ Les légions de la garde nationale se rallient aux ouvriers et désarment la police et elles se battent contre les dragons
- ⇒ Le roi se sépare de Guizot
- ⇒ Au soir, les rues sont couvertes de barricades et les insurgés réclament la République ; les premiers drapeaux rouges apparaissent

b) La nuit du 23 au 24

- ⇒ Le peuple est dans la rue et va conspuer Guizot au ministère des affaires étrangères, boulevard des Capucines. Devant le ministère, 2 compagnies de ligne.

- ⇒ Un coup de feu part et c'est la fusillade, sans ordre : une centaine de victimes tombent parmi la foule désarmée
- ⇒ Panique chez les soldats qui battent en retraite
- ⇒ Les manifestants entassent plusieurs morts sur une charrette qui s'ébranle en cortège suivi de la foule qui appelle aux armes !
- ⇒ Le 24, à 8 heures du matin, le peuple est maître de toutes les mairies et de la plupart des casernes ; il coule du plomb et près de 1500 barricades sont érigées

3°) Le 24 Février

a) L'échec de la répression

- ⇒ Le général Bugeaud donne un ordre de repli à ses troupes
- ⇒ Abdication du roi en faveur de son fils et fuite à St Cloud
- ⇒ A 14 h les Insurgés pénètrent dans les Tuileries vides

b) L'avènement de la République

1. Formation d'un gouvernement provisoire le 24 Février

- Fusion de 7 députés réformistes acclamés à la chambre (aile modérée et bourgeoise du parti républicain parmi lesquels Lamartine) et d'une équipe de radicaux et de membres de Sociétés secrètes qui occupent l'Hôtel de Ville (4 parmi lesquels 1 ouvrier, Albert, et Louis Blanc, le seul du gouvernement à vouloir des réformes sociales ; il est en quelque sorte comme un otage ...)
- Les membres du gouvernement :
 - ⊕ Les ministres
 - Dupont de l'Eure
 - Lamartine
 - Arago
 - Marie
 - Garnier-Pagès
 - Crémieux
 - Ledru-Rollin
 - ⊕ Quatre secrétaires
 - Louis Blanc
 - Albert
 - Flocon
 - Marrast
- Le nouveau gouvernement hésite cependant à proclamer la République

2. Proclamation de la République le 25

- Sous la pression des manifestations du peuple qui s'impatiente
- Episode de Lamartine qui parvient à conserver par son intervention le drapeau tricolore alors que les manifestants exigeaient le drapeau rouge

B. ROMANTISME ET ILLUSION LYRIQUE.

1°) L'esprit quarante-huitard

a) Caractères

- ⇒ Une dimension romantique et une immense espérance
 - Comme les autres, cette révolution a fait naître un profond ébranlement dans les esprits et dans les cœurs : un vieux monde pourri disparaît, un nouveau va naître...
 - Passion et Enthousiasme
 - Une référence permanente à 1789 et 1792
 - Une véritable floraison de diverses écoles socialistes françaises, utopiques et pacifiques.
- ⇒ Un idéal pacifique
 - Pas de lutte des classes et ce faisant pas de peur sociale,
 - Un climat plutôt serein, pacifique, avec un idéal de fusion des classes
 - Pas d'anticléricalisme : les prêtres bénissent les arbres de la liberté qui sont plantés ici et là au moment de grandes cérémonies
 - Véritable Fraternité, cette partie de la devise républicaine prenant pendant quelques temps toute sa force
- ⇒ Une préoccupation sociale omniprésente
 - Nombreuses manifestations obtenir des garanties d'ordre social
 - Droit au travail et organisation du travail st les formules les plus courantes
- ⇒ Un ralliement à la république massif, à défaut d'être toujours sincère...
 - Si à la veille de la révolution il y avait peu de républicains, dès la fin février les républicains du lendemain sont nombreux.
 - Il faudra à l'avenir distinguer républicains de la veille, convaincus et sincères, et républicains du lendemain, plus modérés et conservateurs généralement

b) Nuances

- ⇒ Surtout à Paris
- ⇒ Moindre en province
 - Elle n'a pas ignoré l'illusion lyrique et l'ère des bons sentiments, surtout dans les milieux bourgeois
 - En général l'esprit pacifique et utopique est cependant beaucoup moins marqué qu'à Paris car les antagonismes de classes sont beaucoup plus marqués : manifestations violentes contre les patrons dans les grandes villes de province, Lyon, Rouen ..., troubles agraires avec explosion de fureur paysanne contre ceux qui les avaient exploités sous le régime censitaire ; nombreuses jacqueries
 - Peur des possédants ; réflexe de peur sociale.

2°) L'épanouissement de la vie politique

→ *C'est avant tout le fait de Paris*

a) Prolifération des clubs (liberté de réunion accordée le 4 mars)

1. Dans la tradition de 1789

- la Société républicaine centrale de Blanqui (libéré le 25 Février), la seule à être socialiste matérialiste et révolutionnaire
- la Société des droits de l'homme de Barbès
- le club des amis du peuple avec Raspail
- la Société fraternelle centrale de Cabet
- des clubs de femmes pour l'émancipation féminine
- des clubs d'émigrés étrangers

2. Leur rôle

- Des lieux d'échanges, e confrontation des idées, de liberté d'expression
- Un moyen d'action du peuple de Paris
- Une tentative de contribution à l'élaboration des institutions nouvelles
- Mise au point d'une fédération : le « club des clubs » est chargé de préparer les listes de candidats aux élections à venir et de faire de la propagande en province.

b) Multiplication des journaux

- ⇒ Liberté de la presse accordée le 4 mars : plus de cautionnement ni de droit de timbre
- ⇒ Des titres révélateurs
 - Le Peuple constituant de Lammenais
 - Le représentant du Peuple de Proudhon
 - Le père Duchesne de Thuillier
 - Le Vieux cordelier de Lardet
 - La commune de Paris de E. Sue et G Sand

3°) Conséquences économiques de l'agitation politique et sociale

a) La révolution de Février relance une crise qui était en train de s'apaiser

- ⇒ Si le cœur de beaucoup de bourgeois est à gauche, leur portefeuille reste à droite
- ⇒ Ils retirent leur argent des établissements de crédit et cessent d'irriguer de leurs capitaux l'économie nationale (l'avenir est trop incertain...)

b) Relance de la crise financière

1. Panique en bourse

- Effondrement des valeurs quand la bourse rouvre le 7 mars, et il continue ensuite
- Creux de la vague à la mi-avril
 - *une action de la Banque de France de 1000 Fr. est cotée*
 - ⊕ 3180 Fr. le 23 Février
 - ⊕ 2400 Fr. le 7 Mars
 - ⊕ 950 Fr. le 5 Avril

2. L'Extension de la crise moderne

2.1. Cela engendre la panique bancaire :

- ⊕ les banques voient leur portefeuille d'actions et de liquidités s'effondrer
- ⊕ les faillites se multiplient dans un secteur bancaire encore jeune, mal structuré, fragile, ce qui contribue à accroître la panique (le 5 Mars faillite de la caisse générale du commerce et de l'industrie)

2.2. Cela engendre la crise monétaire

- ⊕ ruée sur l'encaisse-or de la Banque de France ⇒ le 15 mars doit être décrété le cours forcé des billets
- ⊕ l'or se cache
- ⊕ aggravation de la pénurie de capitaux

2.3. La crise s'étend ensuite au secteur industriel et commercial

- ⇨ l'industrie manque de numéraire d'autant plus gravement que certains secteurs ont déjà été gravement touchés par la crise de 46-47 : c'est le cas du bâtiment et du textile (y compris la soierie)
- ⇨ la métallurgie et les mines, peu affectées en 47 le sont désormais dès juillet 1848

Le gouvernement provisoire a donc à se débattre avec de graves problèmes

C. L'OEUVRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

1°) L'œuvre politique et administrative

a) politique

- ⇒ liberté de conscience, de presse, de réunion
- ⇒ institution du SU :
 - sont électeurs tous les hommes âgés de 21 ans, éligibles ceux de 25
 - vote secret
- ⇒ convocation des électeurs pour élire le 9 avril une assemblée constituante qui se réunira le 20 avril
- ⇒ création d'une indemnité parlementaire (25 Fr./jour pour les députés)
- ⇒ abolition de l'esclavage dans les colonies françaises
- ⇒ abolition de la contrainte par corps
- ⇒ abolition des châtiments corporels
- ⇒ création d'une garde nationale ouverte à tous les citoyens

b) administrative

- ⇒ mouvement préfectoral avec liquidation du personnel du régime de Juillet : les préfets guizotistes sont remplacés par des commissaires du gouvernement provisoire (qui s'efforcent de rassurer la bourgeoisie locale)
- ⇒ création d'une école d'administration pour former les fonctionnaires de la jeune république

2°) L'œuvre économique et sociale

a) Les mesures

- ⇒ Proclamation du droit au travail
- ⇒ Proclamation de favoriser les associations ouvrières
- ⇒ Annonce d'une meilleure répartition de l'impôt suppression de l'impôt sur le sel
- ⇒ Réduction de la durée du travail d'une heure (10 heures à Paris et 11 heures en province)
- ⇒ Les ateliers Nationaux
 - D'après l'idée de Louis Blanc (les ateliers sociaux) mais en fait sous l'impulsion de Marie et Thomas, hostiles aux socialistes...
 - Objectifs
 - ⇨ fournir du travail
 - ⇨ encourager les associations ouvrières
 - Dans les faits, les ateliers vont être transformés en ateliers de charité militarisés avec un seul travail, le terrassement.

- ⊕ ouvriers (2 Fr./jour) en escouades de 11 élisant un chef qui touche un supplément de 1/2 Fr.
- ⊕ 5 escouades font une brigade qui élit un brigadier à 3 Fr./ j
- ⊕ 4 brigades = 1 lieutenance
- ⊕ 4 lieutenances = 1 Compagnies
- ⊕ 3 compagnies = 1 service = 2700 h
- ⊕ + 800 agents payeurs)à 4 Fr./jour
- *Les chômeurs sont attirés, et bientôt il n'y a pour les ateliers nationaux ni assez de travail ni assez d'argent*
- ⇒ La commission du Luxembourg
 - La commission du gouvernement pour les travailleurs qui siège au Luxembourg
 - Sorte de parlement du travail rassemblant 231 représentants patronaux et 699 délégués ouvriers
 - Buts :
 - ⊕ Créer un plan d'organisation du travail
 - ⊕ Arbitrer les conflits du travail
 - ⊕ Créer des coopératives ouvrières, qui d'ailleurs se multiplient

b) Les limites

- ⇒ Pas de véritable programme ni de propositions pour conjurer la crise économique, faute de connaissance des mécanismes économiques
- ⇒ Aucune idée sur les problèmes du monde paysan ce qui creuse un fossé très important entre la ville et la campagne, entre Paris et la province
- ⇒ Les difficultés de la conjoncture de crise économique et sociale

Conclusion partielle

Au total, par des concessions aux uns et aux autres, la République bénéficie de la dernière flambée du romantisme et maintient l'illusion lyrique jusque fin mars début avril. Au delà les affrontements vont commencer.

II. LE REFLUX DES FORCES POPULAIRES ET REPUBLICAINES : AVRIL 48 - MAI 49

A. LA DEFAITE DES OUVRIERS ET DES SOCIALISTES PARISIENS : AVRIL-JUIN 48

- ❖ Les élections de l'assemblée constituante sont dans un premier temps reportées du 9 au 23 Avril sous la pression de l'importante manifestation ouvrière du 17 Mars. Mais lorsqu'une nouvelle manifestation se déroule le 16 Avril dans le même but, elle est écrasée par Ledru-Rollin et la garde Nationale des quartiers bourgeois
- ❖ Entre ces deux dates se constitue un « front de l'ordre » dont le poids politique va aller croissant

1°) La défaite par le bulletin de vote : avril 1848

a) Un contexte difficile pour les forces du mouvement

1. les maladroites du gouvernement

1.1. L'erreur de Garnier-Pagès aux finances : l'impôt des 45 centimes

- chaque franc d'impôt de contribution directe est grevé de 45 centimes supplémentaires (alors que les paysans se plaignent déjà de la lourdeur des impôts) ; autant dire que l'effet sur le corps électoral est particulièrement mauvais à la veille des élections !
- Manque d'expérience ou naïveté des dirigeants ? on ne commet plus de telles erreurs aujourd'hui : les augmentations ont lieu après les élections !

1.2. L'absence de mesures spécifiques pour les campagnes

- La révolution fut parisienne, mais aucune mesure n'a été prise pour entraîner la province et les campagnes du côté de la jeune république.

2. le manque d'éducation politique de la plupart des citoyens

- ⇒ Paysannerie et petit peuple largement illettrés, aucune tradition démocratique, difficulté à voter pour des idées ou des programmes : on va surtout voter pour des hommes, ceux que l'on connaît : les notables s'en trouvent privilégiés
- ⇒ Les délégués du club des clubs envoyés en province sont généralement mal reçus, surtout par la bourgeoisie, que la peur mène à l'action contre-révolutionnaire
- ⇒ Les anciens dirigeants royalistes et les républicains du lendemain seront élus par les masses rurales (3/4 du corps électoral français) et ils s'empresseront d'étrangler la jeune république.

b) Les élections du 23 Avril : candidats et résultats

1. La campagne électorale

- intervention en masse des républicains du lendemain sans programme précis

- intervention de bon nombre de commissaires du gouvernement provisoire dont beaucoup seront en tête de liste et élus

2. Les résultats

- ⇒ Structure sociale de l'assemblée constituante
 - Une assemblée de notables dont le recrutement est exclusivement bourgeois
 - Aucun paysan, une quinzaine d'ouvriers et artisans seulement
- ⇒ L'éventail politique des 800 élus
 - 300 républicains du lendemain environ, royalistes connus ou plus ou moins bien déguisés
 - 500 élus grâce au patronage du gouvernement provisoire, dont seulement 285 authentiques républicains de la veille
 - les grands vaincus : radicaux et socialistes, laminés par le suffrage universel

C'est la condamnation par la province de la politique menée à Paris et jugée trop radicale

Le gouvernement est remanié dans un sens plus conservateur (Cavaignac à la guerre)

2°) La défaite par les armes : mai - juin 48

a) La journée du 15 Mai

- ⇒ Blanqui et Barbès dépassés par les ouvriers qui manifestent pour la Pologne et les polonais écrasés par les prussiens et les autrichiens, le gouvernement refusant d'intervenir.
- ⇒ Manifestation de 150 000 hommes
- ⇒ L'assemblée est envahie par les manifestants et Blanqui, Barbès, Raspail se succèdent à la tribune, les députés se refusant à voter quoi que ce soit sous la pression.
- ⇒ Huber proclame alors la dissolution de l'assemblée et un gouvernement provisoire est proclamé à l'Hôtel de ville suivant le rite classique, par Barbès et Blanqui : c'est la révolte ouverte !
- ⇒ Pendant ce temps le gouvernement provisoire rassemble la garde nationale des quartiers bourgeois, la garde mobile, et l'armée qui interviennent rapidement.
- ⇒ Huber, Barbès, Blanqui, Raspail, Albert sont arrêtés et condamnés à la prison perpétuelle par la Haute Cour de Bourges :

b) La nouvelle situation politique

1. Le mouvement populaire est décapité, privé de ses chefs.

2. Le front de l'ordre progresse et durcit visiblement ses positions

- Influence croissante des républicains du lendemain
- Aux élections complémentaires :
 - ✦ montée des anciens royalistes (Thiers est élu dans 3 départements)
 - ✦ développement de la propagande napoléonienne (Louis Napoléon Bonaparte, qui est en GB, est élu dans 4 départements mais renonce cependant à venir siéger à la chambre)

3. Le Problème des ateliers nationaux devient préoccupant

- ⇒ La persistance de la crise économique et du chômage entraîne un nombre croissant d'inscriptions dans les ateliers nationaux où le travail n'est d'ailleurs pas régulier.

- ⇒ Les ateliers nationaux représentent un triple danger qui les condamne dans l'esprit de la majorité des constituants :
- Ils sont socialement dangereux du fait de la concentration de pauvres au cœur de la capitale
 - Ils sont politiquement menaçants du fait de leur organisation quasiment militaire et parce que les ouvriers désœuvrés et aigris deviennent la proie des propagandes les plus démagogiques et les plus extrémistes.
 - Ils sont aussi financièrement catastrophiques : le terrassement ne crée aucune valeur ajoutée mais la charge financière est de plus en plus lourde

c) Les journées de juin 48

1. Origine : la dissolution des ateliers nationaux

- le 21 juin un arrêté reprend une décision inappliquée du 24 mai
- les ouvriers des ateliers nationaux de 17 à 25 ans doivent s'engager dans l'armée ; les autres doivent partir sur les chantiers de province des ponts et chaussées.

2. Les journées de juin

2.1. Les faits

- le 22 juin, c'est la révolte spontanée
- le 23, l'est de Paris se couvre de barricades mais à la différence de 1830 ou de février 48 c'est uniquement le Paris populaire de l'est qui s'insurge
- les 23 et 24, les insurgés gagnent du terrain
- le 24, l'assemblée proclame l'état de siège et remet tous pouvoirs au général Cavaignac et des renforts de gardes nationaux viennent de province s'ajouter aux 50 000 hommes dont disposaient déjà les forces de l'ordre
- le 25, il lance une offensive générale
- le 26, l'insurrection est matée dans le quartier Saint Antoine

2.2. La violence de la lutte et ses conséquences

- Ardeur et atrocité des combats : un millier de morts du côté des forces de l'ordre et plusieurs milliers chez les insurgés
- Plus de 1500 fusillés sans jugement
- Plus de 25 000 arrestations dont 11 000 pour la prison et la déportation
- La population laborieuse ne pardonnera pas à la République bourgeoise
- Les hommes d'ordre n'oublieront pas non plus que la République a permis sinon provoqué ce déferlement de « banditisme »
- La république ressort bien fragilisée de ces événements tragiques ...

B. L'ÉCHEC DE LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE ET MODÉRÉE : JUILLET - MAI 1849

1°) Les difficultés de la République Cavaignac : juillet - octobre 48

Cavaignac est nommé Président du Conseil des Ministres, mais les hommes des anciens partis royalistes ne toléreront Cavaignac, qu'aussi longtemps qu'ils auront besoin de lui pour parachever l'écrasement des socialistes parisiens.

a) Le début de la réaction

1. Réglementation des libertés de presse et de réunion

- 28 Juillet : clubs assimilés à des sociétés secrètes interdites s'ils ne répondent pas à de très contraignantes conditions de fonctionnement
- 9-11 Août : liberté de presse très limitée car fort cautionnement
→ « *Silence au pauvres* » commente Lammenais qui doit interrompre la publication du *Peuple constituant*

2. Les promesses économiques et sociales de février ne sont pas tenues

- La journée de travail revient à 12 h (en principe...)
- Le projet de nationalisation des chemins de fer est enterré
- Le droit au travail ne figure pas dans le préambule de la constitution

b) Une opposition croissante à Cavaignac

1. Les oppositions exploitent les difficultés du gouvernement

- ⇒ Difficultés économiques et sociales
 - Récolte exceptionnelle en 48, d'où baisse des prix et effondrement du revenu paysan
 - Résolution de faire rentrer de force l'impôt des 45 centimes
 - Manifestations paysannes soutenues sinon provoquées par les opposants royalistes dans l'ouest, radicaux dans les Alpes, bonapartistes en Champagne et Charente.
- ⇒ Difficultés en politique extérieure avec un effacement total aussi bien en Italie qu'en Pologne

2. L'isolement de Cavaignac face à la montée des oppositions

D'un côté on lui reproche de donner trop de gages à la réaction du parti de l'ordre, mais de l'autre celui-ci s'inquiète de son zèle républicain...

2.1. Le parti de l'ordre s'affirme de plus en plus

- ⇒ Il emporte largement les élections locales de l'été 48
 - Elections destinées à remplacer par des corps élus au SU les municipalités, les conseils d'arrondissement et les conseils généraux.
 - Dans la majeure partie du pays on ne répudie pas le personnel de la monarchie de juillet et les notables sont largement élus
- ⇒ Aux élections partielles de Septembre : 15 monarchistes élus sur 17 députés
- ⇒ Progrès du bonapartisme : LN Bonaparte est élu dans 5 départements et maintenant il siège

2.2. Réapparition des radicaux

2°) Le vote de la constitution du 4 novembre 1848

- ⇒ Proclamation de toutes les libertés dans le préambule de la constitution (trace quarante-huitarde)
- ⇒ Un exécutif renforcé par peur du désordre : le Président de la République, élu au SU pour 4 ans, chef de l'état, nomme et révoque les ministres à sa guise mais n'est pas rééligible. Le gouvernement n'est responsable que devant lui.
- ⇒ Le législatif est détenu par une seule assemblée de 750 membres élue pour 3 ans au scrutin de liste départemental. Elle est indissoluble, mais ne peut en aucun cas renverser le gouvernement.

⇒ Il existe donc une séparation totale des pouvoirs et leur opposition apparaît inéluctable ; en cas de conflit, comment sortir de la crise puisqu'aucun pouvoir ne peut intervenir sur l'autre ?

3°) Les élections présidentielles de décembre 48

a) Les candidats à l'élection présidentielle

- ⇒ CAVAINAC = candidat des notables et de l'autorité, il est le candidat des républicains conservateurs ; on lui impute aussi bien la responsabilité des 45 cm, des émeutes de juin, de la crise économique ...
- ⇒ LAMARTINE = candidat de beaucoup de républicains, amis défunte commission exécutive, il représente le courant libéral
- ⇒ LEDRU-ROLLIN = candidat républicain radical de la Montagne
- ⇒ RASPAIL = candidat socialiste
- ⇒ L.N. BONAPARTE = soutenu officieusement par le parti de l'ordre et en particulier par Thiers, qui pense qu'il sera facile de le manœuvrer, et par le comité catholique de Montalembert veut défendre le pouvoir temporel du pape, il bénéficie en outre de son nom prestigieux et de la Légende napoléonienne.

Un candidat pour le parti de l'ordre, et quatre pour les républicains et la gauche ...

b) Les résultats du scrutin : un triomphe pour Napoléon

- 7 300 000 votants
- L N B = 74,2 % des voix et 5 434 000 suffrages
- Cavaignac = 19 % des voix 1 448 000
- Les autres candidats sont totalement éclipsés
 - ✦ Ledru-Rollin 371000 voix
 - ✦ Raspail 37000
 - ✦ Lamartine 18000

C'est un triomphe pour LN Bonaparte dont les fidèles ont très bien su exploiter la légende napoléonienne fort vivace dans les campagnes (certains hommes du peuple pensaient donner leurs voix à l'Empereur lui-même revenu de Ste Hélène ...) alors que bon nombre d'ouvriers ont voté pour l'auteur de « De l'extinction du paupérisme »

4°) Le nouveau gouvernement et les élections législatives

a) Le ministère Odilon Barrot

1. Ce ministère est constitué par Thiers et les chefs du parti de l'ordre

- Odilon Barrot est nommé chef du gouvernement, par ailleurs constitué de personnalités de second ordre
- D'anciens parlementaires royalistes deviennent ministres comme le comte de Falloux à l'instruction publique, légitimiste.

2. première tâche du gouvernement : affaiblir les républicains

2.1 à l'intérieur

- préfets et sous-préfets républicains sont révoqués
- filiales de la Solidarité républicaine pourchassées

2.2. à l'extérieur, l'affaire de l'expédition romaine

- L'assemblée constituante vote des crédits pour empêcher les troupes autrichiennes de faire triompher la contre-révolution en Italie
- LNB utilise le corps expéditionnaire pour rétablir le pape dans ses états !

b) Les élections législatives

1. La campagne électorale

→ *affrontement de 2 tendances politiques solidement organisées :*

1.1. Le parti de l'ordre

= union des orléanistes, légitimistes, catholiques, bonapartistes

1.2. Les républicains

- les membres de l'association démocratique des amis de la constituante ne font pas le poids
- la cause des partisans de la révolution de février s'identifie désormais avec celle de la montagne dont un manifeste demande :
 - ⊕ organisation et reconnaissance du droit au travail
 - ⊕ droit au capital et organisation du crédit pour les paysans
 - ⊕ instruction obligatoire et gratuite
 - ⊕ diminution des impôts
 - ⊕ diffusion de la notion de socialisme rural, assez mal définie d'ailleurs

2. Les résultats du scrutin

- ⇒ Défaite des républicains modérés
- ⇒ Le parti de l'ordre est le grand vainqueur des élections, dont il est le premier bénéficiaire
 - 53 % des suffrages
 - 450 députés/ 715
 - mais coalition très disparate qui est épouvantée par ...le succès relatif de la montagne
- ⇒ La Montagne est battue mais sort renforcée du scrutin
 - 35 % des suffrages
 - 200-210 élus, surtout dans les pays ruraux
 - Une France rouge qui n'est plus limitée à Paris
 - ⊕ frange nord et ouest du Massif Central
 - ⊕ sillon rhodanien, région alpine
 - ⊕ midi méditerranéen
 - ⊕ région aquitaine
 - ⊕ départements alsaciens

La carte de ces options politiques se retrouvera sous la III^{ème} République, voire jusqu'à nos jours et elle est le fruit d'une habile propagande qui a su détacher les électeurs de leurs guides traditionnels. Une France électorale moderne est en train de naître, qui s'attache davantage à des idées qu'à des hommes.

III. LA MARCHÉ VERS LE POUVOIR PERSONNEL : JUIN 49 - JANVIER 52

A. LE CONFLIT ENTRE LE PRESIDENT ET L'ASSEMBLEE ET LA LUTTE ANTIREPUBLICAINE : JUIN 1849 - NOVEMBRE 1851

1°) La lutte antirépublicaine et le développement de l'entreprise bonapartiste

a) L'émeute du 13 Juin 1849 et les lois de répression

1. Cause :

⇒ Le Prince-Président LNB donne à Oudinot l'ordre d'attaquer pour mettre fin à la République romaine, ce qui est bientôt fait.

2. Les émeutes

- ⇒ A l'Assemblée, Ledru-Rollin interpelle le gouvernement et l'accuse, et il appelle à la manifestation
- ⇒ A Paris, la manifestation tourne à l'émeute mais échoue lamentablement car les ouvriers ne répondent pas à l'appel de l'homme qui avait fait échouer la journée du 16 avril et assisté sans broncher à leur écrasement en Juin ;
- ⇒ des manifestations se déroulent aussi en province (Lyon, Vienne, Grenoble Valence, Toulouse, Strasbourg)

3. Les lois de répression ramènent le calme

- ⇒ L'assemblée est "écrêtée" des meneurs de la montagne, arrêtés (34 députés traduits en Haute Cour) ou en fuite (Ledru-Rollin, Delescluze...)
- ⇒ Les mesures répressives
 - ⊕ Restriction de la liberté de la presse
 - ⊕ Réglementation du colportage des journaux
 - ⊕ Poursuites judiciaires contre les journalistes démocrates
 - ⊕ Atteintes à la liberté d'association avec la fermeture des derniers clubs, des poursuites contre les membres des sociétés républicaines
 - ⊕ Etat de siège dans deux régions militaires

b) Le nouveau ministère et l'aggravation de la lutte antirépublicaine

1. Mise en place d'un ministère élyséen extraparlementaire

- ⇒ LNB veut gouverner et ne veut pas être traité comme un monarque anglais que l'on informe des décisions prises, surtout en politique extérieure.
- ⇒ Aucun des chefs du parti de l'ordre, Thiers, Molé et autres notables orléanistes, n'est consulté et tous sont placés devant le fait accompli
- ⇒ Aucune personnalité de premier plan ne se trouve dans ce gouvernement pour permettre au Prince-Président d'exercer la réalité du pouvoir, ce qui est tout à fait constitutionnel

2. LNB renforce la lutte antirépublicaine ce qui ravit l'assemblée

2.1. *Prise en main de l'administration*

- Révocation des derniers préfets et sous-préfets républicains
- Les nouveaux préfets sont chargés de surveiller tous les fonctionnaires mais sont eux même sous la surveillance de la police qui fait ses rapports mensuels au ministre la justice Rouher

2.2. *La Presse un peu plus bâillonnée*

- Rétablissement définitif du cautionnement et du droit de timbre par une loi de juillet 1850

2.3. *Les instituteurs sous surveillance*

- La petite loi Falloux de janvier 50 place les instituteurs sous surveillance du préfet
- Les instituteurs qui avaient fait de la propagande républicaine sont révoqués
- La délation, favorisée, est à l'ordre du jour

2.4. *Alliance du trône et de l'Autel avec la Loi Falloux de Mars 50*

- Possibilité d'ouvrir une école à condition que le directeur ait son brevet ou son bac selon qu'il s'agit d'une école primaire ou secondaire
- Ces titres ne sont pas exigés des ecclésiastiques pour qui il suffit d'avoir une recommandation de leur supérieur ou de l'évêque
- Les notables et les ministres du culte catholique sont introduits dans le conseil supérieur de l'instruction publique et dans les conseils académiques

Cette loi accroît considérablement l'influence de l'Eglise sur l'enseignement, ce que les républicains voient d'un très mauvais œil et ce qui les conduira ultérieurement à l'anticléricalisme.

L'Eglise tire donc avantage de son ralliement à LNB qui lui laisse par ailleurs une plus grande liberté d'action (congrégations, conciles, suppression du monopole de l'enseignement de l'Université)

c) la résistance républicaine et la loi restreignant le SU

1. Les progrès républicains

- ⇒ Malgré les coups qui lui sont portés le parti républicain se relève, surtout en province
- ⇒ Les petits journaux se multiplient de même que les Sociétés secrètes
- ⇒ Programme vague, contre l'état-gendarme et contre tous ceux qui oppriment le peuple
- ⇒ Aux élections complémentaires du 10 Mars 50, sur 30 postes de députés à pourvoir, 21 montagnards sont élus (dont Eugène Sue) : c'est une indubitable victoire pour les « rouges » qui frappe l'opinion et épouvante les conservateurs, lesquels réagissent aussitôt !

2. La loi sur le suffrage universel du 31 Mai 50

- L'assemblée vote une loi qui augmente le nombre de cas de perte du droit de vote
- Les électeurs devront être domiciliés depuis 3 ans le canton pour voter (les ouvriers et paysans migrants si nombreux à l'époque sont ainsi frappés tout particulièrement)
- Le nombre d'électeurs passe de 9,6 millions à 6,8 millions

- Le Prince-Président va bientôt rejeter la responsabilité de cette loi sur la seule assemblée, apparaissant ainsi comme le champion du suffrage universel !

2°) La hantise de 1852

Une véritable hantise apparaît dans l'opinion publique : en mai 1852 expirent conjointement les pouvoirs de l'assemblée et du président et cette vacance de pouvoir semble dangereuse pour les hommes d'ordre qui craignent que les républicains n'en profitent pour se saisir du pouvoir.

a) L'échec de la révision constitutionnelle

- ⇒ Une campagne révisionniste s'engage donc pour la révision de la constitution pour permettre au Président de la République d'être rééligible, campagne bien entendu orchestrée par les bonapartistes et qui s'amplifie à partir de mars 1851
- ⇒ Une pétition de 1,1 million de signatures est réalisée pour faire pression sur l'assemblée, qui discute du projet de modification constitutionnelle pendant deux mois, en Juin et Juillet.
- ⇒ 446 députés se prononcent pour la révision, 270 contre : la majorité des 3/4 requise par la constitution n'est pas atteinte. C'est l'impasse !

L'assemblée en est rendue responsable et la propagande bonapartiste s'emploie à la déconsidérer davantage évidemment.

b) La psychose grandit en 1851, attisée par les amis du prince LNB

- ⇒ Le parti républicain s'identifie maintenant avec la Montagne et si on est décidé chez les rouges à attendre les élections, on est bien résolu à imposer, au besoin par les armes, le rétablissement du SU pour ces scrutins décisifs ; l'esprit quarante-huitard a vécu et il est beaucoup moins question d'idéalisme, de romantisme et de fusion des classes.
- ⇒ Personne ne doute que la masse des campagnes est acquise aux rouges, d'autant que la baisse des prix continue et qu'on atteint même les cours les plus bas du siècle, le malaise des campagnes étant de plus en plus manifeste.
- ⇒ L'inquiétude est de plus en plus vive pour les hommes d'ordre ...

B. L'ETABLISSEMENT DE LA DICTATURE BONAPARTISTE : DECEMBRE 1851-PRINTEMPS 1852

La révision constitutionnelle ayant échoué, LNB est maintenant résolu à l'action et à se débarrasser de l'assemblée.

1°) Le coup d'état

a) à Paris

1. La préparation

- ⇒ Les dernières manœuvres :
 - LNB propose l'abolition de la loi restreignant le SU ce que l'assemblée refuse
 - LNB peut se présenter comme le champion du SU !
- ⇒ Préparation du coup d'état par un petit groupe de conjurés
 - Personnage central de la conjuration : Morny, demi-frère de LNB

- Les fidèles : Persigny, Ney, Rouher, St-Arnault commandant de la place de Paris

2. Le déroulement du coup d'état du 2 Décembre 51

- ⇒ Des affiches d'un décret présidentiel sont placardées sur les murs de Paris
 - L'Assemblée est dissoute
 - Le SU est rétabli
 - Le peuple est convoqué à des élections pour approuver ces décisions
- ⇒ Le coup apparaît donc dirigé vers les royalistes ; d'ailleurs 220 députés sont conduits en prison
- ⇒ La réaction des républicains
 - Le 2 au soir quelques uns, du V. Hugo, rédigent un appel aux armes
 - Le 3 les députés socialistes sont aussi arrêtés et le peuple de Paris s'inquiète, des barricades se dressent dans l'Est.
 - Morny laisse se développer le mouvement jusque dans l'après-midi du 4, conscient que ceux qui sont derrière les barricades sont peu nombreux, et les forces de l'ordre ne se montrent pas
- ⇒ La répression
 - Vers 14 heures l'armée charge et 20000 hommes ont raison en 3 heures des barricades.
 - Pendant ce temps, la cavalerie qui avait pour ordre de tirer à la moindre provocation, ouvre le feu pour des raisons mal connues sur la foule frondeuse mais non armée qui se tenait sur les boulevards ;
 - Cette fusillade des boulevards décourage définitivement les velléités de résistance d'un Paris terrorisé (1200 tués ou blessés selon le Times)

b) En province

- ⇒ Cette fois la province ne se contente pas d'accepter passivement les décisions de Paris, et surtout la France centre et du midi, la France rouge.
- ⇒ La résistance provinciale se fait au niveau du département ou du canton, sans la moindre instruction parisienne
- ⇒ La résistance la plus vive se situe dans les Alpes et en Provence, notamment dans le Var
 - Des mouvements insurrectionnels qui tiennent plusieurs jours face aux notables et aux républicains ralliés au coup d'état
 - Exemple : un comité de salut public tient la région Barcelonnette du 7 au 15 et repousse même une colonne de troupes
 - Les insurgés sont des paysans et des artisans ruraux parfois encadrés par des membres des sociétés secrètes ; ils se sont soulevés parce que le coup d'état fait s'évanouir le rêve d'une république sociale des paysans.
- ⇒ La répression, militaire est d'une brutalité inouïe

2°) La mise en place de la dictature bonapartiste

a) Le plébiscite des 21-22 décembre 1851

1. Propagande :

- En réprimant la jacquerie et en prenant de vitesse les révolutionnaires, LNB a sauvé la société ce qui justifie à posteriori le coup d'état et l'hypothèque de 1852 est levée. Le spectre rouge va jeter la bourgeoisie française dans les bras du sauveur

- La confiance revient avec un mouvement général de reprise économique
- Tout fonctionnaire doit devenir un agent électoral sinon il est menacé de suspension

2. Résultats

- 7 145 000 Pour le maintien de LNB et 592 000 non
- LNB peut déclarer le 31 décembre
- « La France a compris que je n'étais sorti de la légalité que pour rentrer dans le droit »

b) La liquidation de l'opposition républicaine

- ⇒ Les républicains sont traqués dans tous les départements, même ceux qui n'ont pas bougé
- ⇒ Répression terrible sur les zones agitées (razzias, exécutions sommaires)
- ⇒ Problème : comment se débarrasser des 30 000 opposants qui encombrant les prisons ?
 - expulsions (Hugo)
 - éloignement quelque temps (Thiers)
 - déportation pour la Guyane ou l'Algérie pour les insurgés du Var, des Basses Alpes, de la Drôme
- ⇒ Décisions sévères, inégales, prises à la hâte

Impression d'horreur qui marque d'une tare originelle le nouveau régime avant même qu'il ne soit organisé

3°) L'organisation du nouveau régime et l'acheminement à l'Empire

a) La constitution du 14 Janvier 52

- ⇒ Une constitution consulaire largement inspirée de celle de l'An VIII

1. Un pouvoir surclasse les autres : l'exécutif

- Le président est élu pour 10 ans et rééligible
- Il dispose de la totalité de l'exécutif
- Il a l'initiative des lois, c'est à dire la meilleure part du législatif
- Il décide de la paix et de la guerre
- Il nomme à tous les emplois, civils et militaires

2. Le législatif est morcelé et privé de réelles attributions

2.1. Le Conseil d'Etat

- Assemblée nommée de fonctionnaires compétents et laborieux, mais sans lien avec l'opinion publique
- Unique fonction : préparer en les rédigeant les textes de loi présentés par le Prince-Président

2.2. Le Sénat

- Sénateurs nommés à vie par le Prince Président ;
- 150 personnalités au maximum, recrutées parmi les gens les plus riches et souvent les plus âgés aussi (les cardinaux, les maréchaux, les amiraux en font partie de droit) ...
- Comblés d'honneurs et de largesses, ils seront largement au service de la personne du président.

- Le Sénat est le gardien de la constitution
- Ses avis, les « senatus-consulte », peuvent permettre au président de modifier la constitution sans en référer à la souveraineté populaire.

2.3. *Le Corps Législatif*

- C'est la chambre des députés, composée de 260 députés élus pour 6 ans
- Une seule session annuelle, de trois mois seulement
- Le Corps législatif ne peut que voter les lois mais n'a ni le droit de les discuter ni celui de les amender ; d'ailleurs il n'y a pas de tribune dans la salle ...
- Le président de l'assemblée est nommé par le chef de l'état et les délibérations de l'assemblée ne sont connues que par un procès-verbal officiel fait par le président de l'assemblée
- Unique prérogative : le vote du budget

L'empire est déjà inscrit dans les faits et il suffira bientôt de modifier le titre du chef de l'état pour que le Prince-Président devienne Empereur

b) Les mesures autoritaires

- Les élections sont orientées par la pratique de la candidature officielle (circulaire aux préfets de février 1852)
- La presse est muselée par un décret de février 1852
- Une autorisation préalable est exigée pour les réunions avec un décret de mars 1852

La république n'est vraiment plus qu'une fiction...

c) La fin de la République et la proclamation de l'Empire

1. La préparation de l'opinion

- Tournée présidentielle en France, dans les principales villes
- Des manifestants stylés accueillent LNB aux cris de « Vive l'Empereur » ...
- A Bordeaux LNB en tire les conséquences en déclarant : « La France semble revenir à l'Empire », et pour rassurer chacun, à l'intérieur comme surtout à l'extérieur : « l'Empire, c'est la paix ! »

2. Le retour à l'Empire

- Le Sénat décide, aussitôt le retour de LNB à Paris, l'organisation d'un plébiscite sur « le rétablissement de la dignité impériale en la personne de Louis-Napoléon »
- Le plébiscite a lieu le 20 Novembre :
 - ⊕ 7 800 000 oui
 - ⊕ 250 000 non
 - ⊕ mais plus de deux millions d'abstentions
- Proclamation de l'Empire le 2 Décembre 1852 et Napoléon III, devenu empereur héréditaire des français, quitte l'Elysée et s'installe aux Tuileries.

La seconde république a vécu, assassinée par un Bonaparte, comme la première ...

TABLE DES MATIERES

I. LA REVOLUTION DE FÉVRIER ET L'ERE DES BONS SENTIMENTS : FÉVRIER-FIN MARS 1848	2
A. LES JOURNEES DE FEVRIER	2
1°) La journée du 22 Février.	2
a) Le 22 au matin les rues s'animent	2
b) la mise en place d'un dispositif de répression	2
2°) Le 23 Février.....	2
a) L'insurrection commence au matin	2
b) La nuit du 23 au 24.....	2
3°) Le 24 Février.....	3
a) L'échec de la répression.....	3
b) L'avènement de la République.....	3
B. ROMANTISME ET ILLUSION LYRIQUE.....	3
1°) L'esprit quarante-huitard	3
a) Caractères.....	3
b) Nuances	4
2°) L'épanouissement de la vie politique.....	4
a) Prolifération des clubs (liberté de réunion accordée le 4 mars)	4
b) Multiplication des journaux	5
3°) Conséquences économiques de l'agitation politique et sociale.....	5
a) La révolution de Février relance une crise qui était en train de s'apaiser	5
b) Relance de la crise financière.....	5
C. L'OEUVRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE	6
1°) L'œuvre politique et administrative	6
a) politique	6
b) administrative.....	6
2°) L'œuvre économique et sociale	6
a) Les mesures	6
b) Les limites.....	7
II. LE REFLUX DES FORCES POPULAIRES ET REPUBLICAINES : AVRIL 48 - MAI 49.....	8
A. LA DEFAITE DES OUVRIERS ET DES SOCIALISTES PARISIENS : AVRIL-JUIN 48 ..	8
1°) La défaite par le bulletin de vote : avril 1848	8
a) Un contexte difficile pour les forces du mouvement.....	8
b) Les élections du 23 Avril : candidats et résultats.....	8
2°) La défaite par les armes : mai - juin 48	9
a) La journée du 15 Mai.....	9
b) La nouvelle situation politique.....	9
c) Les journées de juin 48	10
B. L'ÉCHEC DE LA RÉPUBLIQUE BOURGEOISE ET MODÉRÉE : JUILLET - MAI 1849	10
1°) Les difficultés de la République Cavaignac : juillet - octobre 48.....	10
a) Le début de la réaction	10
b) Une opposition croissante à Cavaignac.....	11
2°) Le vote de la constitution du 4 novembre 1848.....	11

3°) Les élections présidentielles de décembre 48	12
a) Les candidats à l'élection présidentielle	12
b) Les résultats du scrutin : un triomphe pour Napoléon.....	12
4°) Le nouveau gouvernement et les élections législatives.....	12
a) Le ministère Odilon Barrot.....	12
b) Les élections législatives.....	13

III. LA MARCHÉ VERS LE POUVOIR PERSONNEL : JUIN 49 - JANVIER 52.. 14

A. LE CONFLIT ENTRE LE PRESIDENT ET L'ASSEMBLEE ET LA LUTTE ANTIREPUBLICAINE : JUIN 1849 - NOVEMBRE 1851..... 14

1°) La lutte antirépublicaine et le développement de l'entreprise bonapartiste.....	14
a) L'émeute du 13 Juin 1849 et les lois de répression	14
b) Le nouveau ministère et l'aggravation de la lutte antirépublicaine	14
c) la résistance républicaine et la loi restreignant le SU.....	15
2°) La hantise de 1852	16
a) L'échec de la révision constitutionnelle.....	16
b) La psychose grandit en 1851, attisée par les amis du prince LNB.....	16

B. L'ETABLISSEMENT DE LA DICTATURE BONAPARTISTE : DECEMBRE 1851-PRINTEMPS 1852..... 16

1°) Le coup d'état	16
a) à Paris.....	16
b) En province	17
2°) La mise en place de la dictature bonapartiste	17
a) Le plébiscite des 21-22 décembre 1851	17
b) La liquidation de l'opposition républicaine	18
3°) L'organisation du nouveau régime et l'acheminement à l'Empire.....	18
a) La constitution du 14 Janvier 52.....	18
b) Les mesures autoritaires.....	19
c) La fin de la République et la proclamation de l'Empire.....	19

Dernière mise à jour au mercredi 24 janvier 2001